



# Être membre d'un syndicat : l'investissement le plus rentable

Quel est le meilleur investissement disponible pour un travailleur canadien ?

- L'immobilier ?
- Un fonds de placement équilibré ?
- L'action de l'heure dans le secteur des technologies ?
- Les bitcoins ?

Aucune de ces réponses. Le meilleur investissement que peut faire un travailleur, et de loin, c'est de rejoindre les rangs d'un syndicat.

Au Canada, un syndiqué touche en moyenne 5,26 dollars de plus

l'heure, 180 dollars de plus par semaine et 9000 dollars de plus par année qu'un travailleur non syndiqué. Cette différence représente environ 20 % du salaire d'un travailleur non syndiqué.

Elle est moins importante si elle est ajustée pour tenir compte de l'âge, du sexe, du niveau d'éducation, du secteur d'activité et d'autres caractéristiques, mais dans tous les cas cette différence salariale varie entre 5 et 20 % de plus que le salaire d'un non syndiqué.

En raison des luttes pour l'égalité menées par les syndicats à la table de négociations et devant les tribunaux,

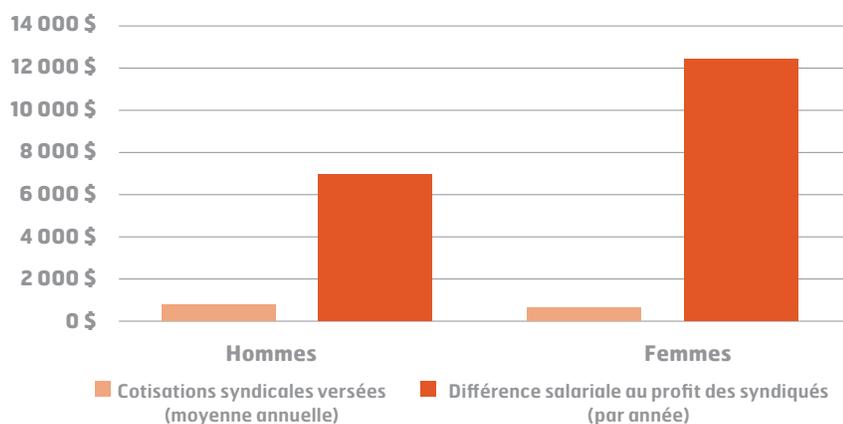
la différence est nettement plus importante pour les jeunes et généralement plus importante pour les femmes et les travailleurs à faible revenu.

De plus, tous les syndiqués bénéficient d'un meilleur accès aux régimes de retraite, aux assurances collectives, aux congés payés et à la sécurité d'emploi.

Une grande majorité des travailleurs syndiqués ont un meilleur régime de retraite (prestations déterminées) et de meilleurs avantages sociaux. La valeur totale de ces avantages dépasse souvent la prime salariale syndicale, ce qui augmente d'autant l'écart de rémunération.

Le salaire et les avantages sociaux supplémentaires dont les syndiqués bénéficient représentent un rendement exceptionnel. En moyenne, un syndiqué verse 1,6 % de son salaire en cotisations syndicales, soit moins de 800 dollars par an. Ainsi, le rendement effectif des cotisations syndicales, qui correspond aux avantages directs de la négociation collective et de la solidarité entre travailleurs, donne un rendement moyen d'au moins cinq pour un, soit un retour sur l'investissement minimal de 400 % annuellement. Souvent, c'est beaucoup plus. Comparativement, c'est un bien meilleur retour sur l'investissement que l'immobilier, les fonds communs de placement, le marché boursier ou la haute technologie, et c'est beaucoup moins risqué !

## Des salaires plus élevés pour les syndiqués



Source : Agence du revenu du Canada, statistiques finales T1, tableau 4 pour les cotisations syndicales moyennes en 2015 et Enquête sur la population active, tableau 14-10-0065 pour les salaires hebdomadaires moyens des travailleurs syndiqués et non syndiqués en 2015.

### À L'INTÉRIEUR

**2** COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

**3** ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

**4** INVESTIR DANS L'ÉDUCATION, C'EST PAYANT

**SCFP** / Syndicat canadien de la fonction publique

# COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

## Indice du bonheur plus élevé dans les petites communautés

Au Canada, ce ne sont pas les plus grandes villes ou les plus riches où l'indice du bonheur est le plus élevé. Selon une étude menée dans 1200 quartiers et communautés à travers le pays, les habitants des petites agglomérations et des communautés rurales ont tendance à être plus heureux. Parmi les caractéristiques positives, mentionnons le bien-être, l'égalité, le sentiment d'appartenance à la communauté, la durée des déplacements et le coût du logement. Le revenu moyen et le taux de chômage ont peu d'impact.

Les communautés les plus heureuses au Canada sont Neening en Ontario (2055 habitants), Hope en Colombie-Britannique (6181 habitants) et Souris à l'Île-du-Prince-Édouard (1173 habitants). À l'inverse, les citoyens de Vancouver et de Toronto sont, en moyenne, les moins satisfaits au pays. Montréal fait office d'exception parmi les grandes villes, ses habitants étant légèrement plus heureux que la moyenne canadienne. Les résidents de certains grands quartiers urbains sont parmi les plus heureux au Canada, mais on est nettement moins satisfait dans les banlieues et les quartiers très animés du centre-ville.

Selon le World Happiness Report, le Canada occupe le septième rang du classement des pays les plus

heureux. La Norvège, la Finlande et le Danemark demeurent en tête.



## Études du CCPA et de l'OCDE sur la distribution de la richesse

La plupart des gens savent que l'inégalité des revenus s'est aggravée au Canada, le 1 % des plus riches accaparant 11 % des revenus totaux. Or, bien que ce soit un problème grave, l'inégalité des richesses est encore pire.

Selon de récentes statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le 10 % des plus riches du Canada possède plus de 50 % de la richesse des ménages canadiens, alors que le 60 % des plus pauvres détient seulement 12 % de celle-ci.

Comme le rapportait récemment le Centre canadien de politiques alternatives, les 87 familles les plus riches du Canada ont une valeur nette

moyenne de 3 milliards de dollars chacune, soit deux fois plus qu'en 1999 et l'équivalent de la richesse nette de 12 millions de Canadiens. La réalité est probablement encore pire, puisque l'on estime que les Canadiens les plus riches cachent 300 milliards de dollars dans les paradis fiscaux.

## Travailler moins pour produire plus

L'entreprise néo-zélandaise Perpetual Guardian a instauré la semaine de travail de quatre jours sans réduire les salaires et les avantages sociaux et elle est très satisfaite du résultat.

Ses employés étaient surmenés en raison de leurs responsabilités professionnelles, personnelles et familiales et leur productivité en souffrait. Avec la semaine de quatre jours, les travailleurs peuvent mieux gérer leurs obligations personnelles et se concentrer davantage sur leurs tâches lors de leurs heures de travail. Par conséquent, la productivité a augmenté, le stress a diminué et la conciliation travail-famille est plus facile. Les pays où la semaine de travail est plus courte, la Norvège, le Danemark et la Finlande par exemple, occupent des rangs plus élevés au classement des pays les plus heureux. Sept Canadiens sur dix préféreraient travailler quatre jours par semaine, quitte à travailler plus longtemps pendant ces journées.

*L'Économie au travail* est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses éloquentes des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à [scfp.ca/economie-au-travail](http://scfp.ca/economie-au-travail). Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel ou par courrier à *L'Économie au travail*, allez à [scfp.ca/abonnement](http://scfp.ca/abonnement).

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Toby Sanger. Karl Bélanger et Philippe Gagnon sont les rédacteurs en chef. La relecture a été effectuée par Manon Lajoie, Rose de Tourris et Valérie Menard. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker. Veuillez communiquer par courriel ([tsanger@cupe.ca](mailto:tsanger@cupe.ca)) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



**SCFP** | Syndicat canadien  
de la fonction publique



# ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

## Croissance

La croissance de l'économie canadienne sera d'au moins 2 % en 2018, puis ralentira pour atteindre 1,8 % en 2019. La croissance est plus forte que prévue en raison de la progression de l'emploi et des salaires, mais les pratiques commerciales de l'administration Trump pourraient avoir un impact beaucoup plus important dans l'avenir.

## Emploi

Le nombre d'emplois au Canada devrait augmenter de 1,2 % cette année et de 0,9 % en 2019. Le taux de chômage devrait être de 5,8 % pour les deux années.

## Salaires

Après une hausse d'à peine 0,8 % au premier trimestre, l'augmentation moyenne du salaire de base dans les principales conventions collectives a grimpé à 1,3 % pour l'année. Cette hausse demeure inférieure à l'inflation et à l'augmentation du salaire horaire dans l'ensemble de l'économie.

## Inflation

En raison du prix de l'essence, la hausse des prix à la consommation s'est accélérée en juin pour atteindre 3 %. La hausse moyenne devrait s'établir à 2,4 % cette année et à 2,2 % en 2019, conséquences d'un dollar faible et des tarifs douaniers élevés.

## Taux d'intérêt

La Banque du Canada a déjà relevé son taux directeur à trois reprises depuis l'été dernier, le portant à 1,5 %. Il faut s'attendre à une autre hausse, notamment parce que la Banque veut se donner une marge de manœuvre pour le diminuer plus tard si nécessaire.



# PLEINS FEUX : LES MÉGA-ENTREPRISES



De plus en plus d'économistes prennent conscience des problèmes liés à la croissance des méga-entreprises, de leur impact sur l'économie et de la baisse des salaires qu'entraîne la diminution du pouvoir des syndicats.

Dans les années 1980, les Reagan, Thatcher et Mulroney ont pris le pouvoir. Cette montée de la droite a donné lieu à des attaques concertées contre les droits des syndicats et des travailleurs. Elle a aussi été synonyme de déréglementation, de conclusion de nombreux accords de libre-échange, d'extension des droits de propriété, de mesures fiscales régressives et d'affaiblissement des règles anti-monopole et anti-concurrence, toutes des mesures qui ont contribué à l'augmentation du pouvoir des entreprises.

Depuis cette époque, nous assistons à un déclin de la syndicalisation, ainsi qu'à l'expansion massive et à la concentration croissante du pouvoir des entreprises.

Cette année, deux des plus grandes compagnies ont atteint des sommets inégalés : l'évaluation boursière d'Apple s'est chiffrée à un billion de dollars US et les revenus annuels de Walmart ont dépassé les 500 millions de dollars US, soit plus que le PIB annuel de tous les pays du monde sauf une vingtaine.

Les entreprises des économies avancées comme les États-Unis et le Canada ont augmenté leur marge bénéficiaire (la différence entre leur prix de vente et leur coût) de près de 39 % depuis 1980. Ce mouvement a été mené par des méga-entreprises très rentables qui sont devenues encore plus dominantes, au détriment des PME. De plus, lorsqu'un secteur est dominé par des géants, l'investissement et l'innovation y reculent. Finalement, les méga-entreprises sont passées maîtres dans l'utilisation des paradis fiscaux pour diminuer leurs impôts, ce qui leur octroie un avantage supplémentaire

sur leurs concurrents nationaux.

C'est manifestement injuste. Pourtant, la plupart des gouvernements font des pieds et des mains, au point de se faire concurrence, pour offrir des incitatifs aux Facebook, Apple, Google, Walmart et Amazon de ce monde.

Or, pendant que les marges bénéficiaires des entreprises augmentent, la part du gâteau économique qui revient aux travailleurs diminue. En Europe, des recherches ont identifié le déclin du pouvoir syndical comme la cause principale de la baisse des augmentations de salaire et de la richesse des travailleurs.

Heureusement, on reconnaît enfin que la concentration du pouvoir des entreprises et l'affaiblissement des syndicats ont des conséquences sociales et économiques négatives. Il est temps de demander des comptes à nos gouvernements et de veiller à ce qu'ils défendent les intérêts des travailleurs et des petites entreprises.

# Investir dans l'éducation, c'est payant

C'est la rentrée scolaire et de nombreux étudiants de niveau postsecondaire se demandent si étudier en vaut vraiment la peine.

En dépit des frais de scolarité élevés, les études supérieures demeurent rentables pour la plupart des domaines. Historiquement, chaque année de scolarité postsecondaire complétée procure des salaires plus élevés d'environ 10 % en moyenne.

Ainsi, la personne qui a obtenu un diplôme collégial après deux ans d'étude gagne 20 % de plus au cours de sa vie qu'un diplômé de l'école secondaire. Au Québec, si cette personne effectue par la suite un baccalauréat de trois ans, elle peut s'attendre à gagner 50 % de plus. Ces chiffres sont des moyennes. Ils varient beaucoup selon le domaine d'études, la profession, le sexe, la province et les années où les études ont été effectuées, notamment.

Dans les domaines mieux

rémunérés comme la médecine, le génie, le droit et les affaires, le rendement atteint 15 %. Dans les beaux-arts, il est plus proche de 5 %. Bien que la plupart des certificats collégiaux et des baccalauréats rapportent beaucoup, ce rendement tend à diminuer pour les diplômes supérieurs, tout en demeurant avantageux pour la plupart des programmes de maîtrise, surtout en affaires. Auparavant, il y avait peu d'avantages monétaires à faire un doctorat, mais ce n'est plus tout à fait vrai.

Le détenteur d'un diplôme collégial peut s'attendre à gagner 220 000 dollars de plus en 40 ans qu'un diplômé du secondaire. Un baccalauréat vaut 750 000 dollars de plus et un diplôme d'études supérieures plus d'un million de dollars.

Ces gains plus élevés entraînent des recettes fiscales plus élevées, de sorte que les gouvernements en bénéficient également. Les personnes ayant fait des études supérieures

sont également moins susceptibles de se retrouver au chômage, d'être licenciées, de dépendre des transferts gouvernementaux et de ne pas avoir de régime de retraite au travail. En tenant compte de ce que la personne paie, des gains dont elle se prive pendant ses études et du coût social des subventions à l'éducation, les rendements individuel et social se situent tous deux près de 10 %.

Évidemment, ce n'est pas tout le monde qui obtient un diplôme d'études postsecondaires. D'ailleurs, beaucoup de gens peuvent gagner plus d'argent et être plus heureux en ne faisant pas d'études postsecondaires. Cependant, tout le monde devrait avoir cette possibilité, sans en être empêché par les frais de scolarité. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'investir dans l'éducation, c'est payant, autant pour l'individu que pour l'ensemble de la société. L'éducation, c'est souvent plus rentable que d'autres investissements, mais l'adhésion à un syndicat est encore plus avantageuse !

## Impact du niveau d'éducation sur le salaire d'un diplômé du secondaire après 40 ans

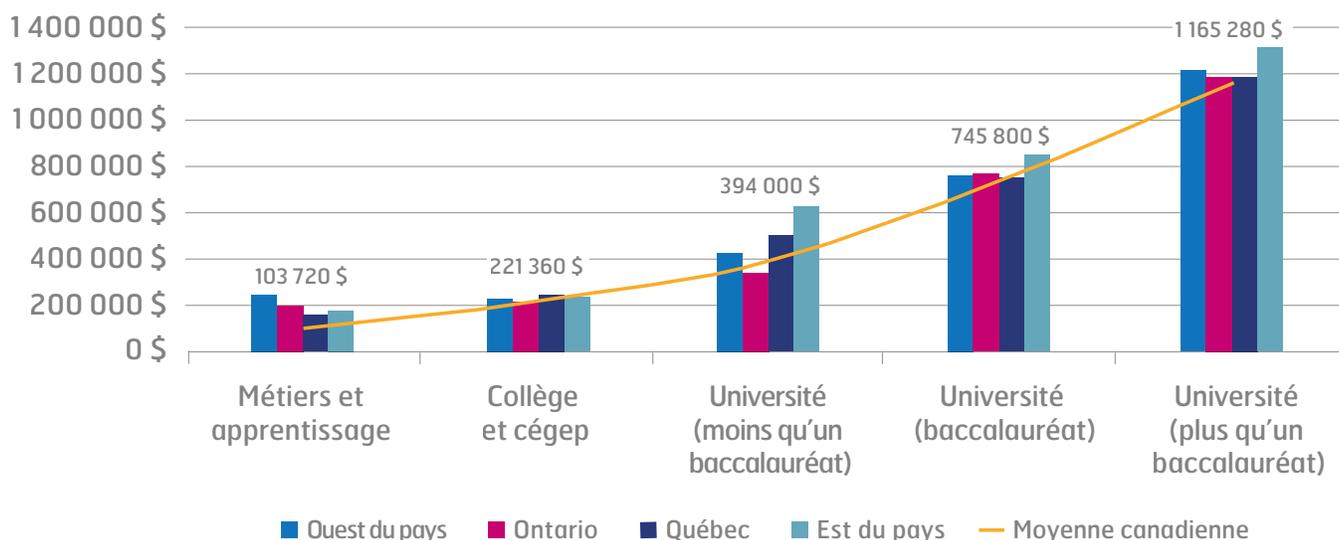


Tableau par Joseph Berger et Andrew Perkin; *The value of a degree: Education, Employment and earnings in Canada.*